

Déclaration de l'atelier de Ouagadougou

Du 27 au 30 avril 2009 s'est tenu à Ouagadougou, au Burkina Faso, l'atelier international sur l'adaptation de l'agriculture ouest africaine aux changements climatiques. Organisé conjointement par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Agence Météorologique de l'Etat espagnol (AEMET), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Institut International de Recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), et l'Institut International de Recherche sur l'Elevage (ILRI) et la Direction Générale de l'Aviation Civile et de la Météorologie du Gouvernement du Burkina Faso, cet atelier a regroupé plus de 70 experts et décideurs clés pour discuter et formuler des recommandations par rapport aux options d'adaptation au changement climatique dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la pêche en Afrique de l'ouest.

L'Afrique de l'ouest où vit 43% de la population totale d'Afrique subsaharienne constitue une des régions les plus vulnérables au changement climatique. Selon le 4ème rapport d'évaluation du groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la pluviométrie annuelle en Afrique de l'Ouest a baissé de 20 à 40% au cours de la période 1931/1960 et 1968/1990. La survie d'une grande partie de la population ouest africaine repose sur une agriculture de subsistance et les agriculteurs y luttent pour conserver leurs moyens de subsistance. Les projections du GIEC indiquent que l'Afrique connaîtra probablement un réchauffement au cours du présent siècle, ce qui va entraîner une diminution de la longueur de la saison des pluies et des rendements potentiels dans de nombreuses régions ouest africaines. Dans certains pays, les rendements de l'agriculture pluviale pourraient connaître une baisse de l'ordre de 50% d'ici 2020, menaçant ainsi la sécurité alimentaire et d'autres aspects des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

L'atelier a identifié plusieurs recommandations clés, domaines d'insuffisances en matière de connaissances ainsi que des opportunités à l'intention des décideurs, des chercheurs et des systèmes de vulgarisation agricole, des organisations internationales et des ONG pour qu'ils mettent en œuvre des programmes destinés à minimiser la vulnérabilité à court et à long termes de la région ouest africaine par rapport au changement climatique. Voici ci-après les principales recommandations :

- Intégrer dans les programmes nationaux et régionaux de développement les stratégies d'adaptation et de mitigation des changements climatiques ;
- Mettre en exergue dans les politiques de développement national le rôle primordial des services et produits météorologiques et climatiques dans la recherche des solutions d'adaptation aux changements climatiques de l'agriculture ouest africaine;
- Améliorer la gestion des ressources en eau et centrer principalement celle-ci sur le renforcement de la sécurité alimentaire de la région ;
- Mettre en place une base de données globale et orientée vers l'action, la documenter et diffuser les informations auprès des petits producteurs relativement aux options

- d'adaptation concernant les différents systèmes d'agriculture et moyens de subsistance et zones agro écologiques y compris les mesures et politiques ;
- Mobiliser les ressources nécessaires pour renforcer la recherche sur l'impact du changement climatique sur l'agriculture dans les différentes zones agro écologiques d'Afrique de l'Ouest comme preuve empirique dans la mesure où les résultats de la recherche dans ce domaine restent largement insuffisants ;
 - Collecter des données précises et crédibles sur la séquestration du carbone dans la biomasse et les sols dans chacune des zones agro écologiques et les utiliser comme base pour les processus de négociation dans le cadre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) ;
 - Faciliter un meilleur accès au crédit et aux intrants agricoles pour intensifier les systèmes de production intégrée comme agriculture-élevage et aquaculture-agriculture, à travers une gestion améliorée des ressources naturelles et l'utilisation de variétés et races d'animaux adaptées ;
 - Initier et renforcer la coopération entre les institutions universitaires et de recherche, les organisations internationales et régionales, et les ONG pour offrir des opportunités en matière de renforcement institutionnel, de développement des ressources humaines et de renforcement des capacités pour faire face aux impacts du changement climatique ;
 - Mettre en place un réseau ouest et centre africain sur le changement climatique et la sécurité alimentaire (ROCACCSA) ;
 - Demander aux décideurs d'accroître leur appui technique et financier en faveur de l'adaptation des pays ouest africains aux impacts du changement climatique ;
 - Mettre en place, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action Sous-régional sur les Changements Climatiques, un Secrétariat Technique comprenant, outre les institutions compétentes au niveau national et régional d'Afrique de l'Ouest, des institutions et organisations comme l'OMM, la FAO, le CTA, la BAD, AEMET et la Fondation Rockefeller et les institutions de recherche agricole internationales etc. dans l'esprit de la mise en œuvre de l'ECOWAP.
 - La CEDEAO, en qualité de leader, assistée par le CILSS, devrait appuyer le Secrétariat Technique. Au niveau national, le Ministère de l'Agriculture, en coordination avec les Services Nationaux de la Météorologie et de l'Hydrologie (SNMH), devrait appuyer le Secrétariat Technique ;
 - Le Secrétariat Technique devrait mettre en place un plan de communication pour permettre un partage efficace des informations relatives au changement climatique.

Les participants expriment leurs remerciements au peuple et au Gouvernement du Burkina Faso, et à la Direction Générale de l'Aviation Civile et de la Météorologie pour avoir bien voulu abriter l'atelier et mis à leur disposition toutes les facilités nécessaires.

Fait à Ouagadougou, Burkina Faso, le 30 avril 2009